

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 25

Votants : 28

L'an deux mil vingt et un, le 05 juillet, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 22 juin 2021 s'est réuni à la salle polyvalente d'Eyburie, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS, conformément au CGCT.

Étaient présents : M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, M. Christian BELLEVILLE, Mme Françoise PIETRZAK-MAMES, M. Bernard ROUX, Mme Janine POUJOL, M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, Mme Catherine MOURNETAS, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYASSE, M. Jean-Pierre DRAPPIER

Absents excusés :

M. Lucien DEMICHEL ayant donné pouvoir à M. Jean-Michel FAUGERAS,
M. Michel LAUTRETTE remplacé par Mme Françoise PIETRZAK-MAMES (suppléante)
M. Serge BOURBOULOUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Jacques DUMAS
M. Patrick PIGEON ayant donné pouvoir à M. Jean-Jacques CAFFY
Mme Evelyne DEBARBIEUX

Suppléants présents sans voix délibérative : /

Secrétaire de séance : M. Jean-Luc AIGUEPERSE

Modification de l'ordre du jour validé par l'assemblée en début de séance.

POINTS D'ACTUALITES :

- Suivi des aides économiques attribuées
- Points sur la commercialisation des terrains situés sur les zones d'activités

ADHESION A L'AMPA

L'AMPA est une association créée en juillet 2008 par 3 membres fondateurs, la Région Aquitaine, la Communauté Urbaine de Bordeaux et la Ville de Floirac. Aujourd'hui, l'AMPA compte 1 695 membres actifs ou associés. L'AMPA propose depuis le printemps 2011 un service de centrale d'achats au bénéfice de ses adhérents et a déjà lancé plusieurs marchés sous cette forme. Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant, à procéder à l'adhésion de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à l'AMPA permettant de participer à la vie de l'Association et d'accéder à la centrale d'achats publics CAPAQUI, **AUTORISE** le paiement du montant de la cotisation annuelle s'élevant à 50 euros par an, et **DIT** que les crédits seront inscrits au budget de la collectivité.

ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE VEHICULES ELECTRIQUES ET GNV COORDONNE PAR LE SYNDICAT DES ENERGIES DE LA CREUSE (SDEC)

Le Syndicat Départemental des Énergies de la Creuse, a constitué et coordonné dès 2017 un groupement de commande à l'échelle de la Creuse à destination des acheteurs publics (communes, communautés de communes, département...).

Dans le cadre de l'élargissement du périmètre régional découlant de la région Nouvelle-Aquitaine et de l'entente dite TENAQ des Syndicats d'Energie de la région Nouvelle-Aquitaine, le comité syndical du SDEC a décidé de coordonner un nouveau groupement de commandes de fourniture de véhicules électriques et GNV de tourisme et utilitaires ainsi que de 2 roues électriques et de l'ouvrir aux syndicats d'énergie de la région Nouvelle-Aquitaine et aux acheteurs publics et privés de leurs territoires.

Chaque Syndicat Départemental d'Énergies sera l'interlocuteur référent des membres relevant de son territoire.

Après en avoir délibéré, et sous réserve qu'une suite favorable soit donnée par la suite pour l'achat de véhicules électriques et / ou GNV, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **DECIDE** d'adhérer au groupement de commande pour la fourniture de véhicules électriques de tourisme et utilitaires,
- **DONNE MANDAT** à Madame la Présidente ou son représentant pour signer l'acte constitutif du groupement joint et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- **DONNE MANDAT** au Président du Syndicat Départemental des Énergies de la Creuse pour signer et notifier l'accord-cadre dont la communauté de communes sera partie prenante,
- **DECIDE** de s'engager à exécuter avec la ou les entreprise(s) retenue (s), l'accord-cadre dont la communauté de communes est partie prenante,
- **DECIDE** de s'engager à régler les sommes dues au titre l'accord-cadre dont la communauté de communes est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget.

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
05 juillet 2021 – Eyburie

BUDGET ANNEXE MAISON DES ENTREPRISES – DECISION MODIFICATIVE N° 1

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
165	Dépôts et cautionnements	+ 1 984,80 €			
2313	Immobilisations corporelles en cours – Travaux	- 1 984,80 €			
	Total des dépenses d'investissement	0.00 €		Total des recettes d'investissement	0.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

BUDGET PRINCIPAL – DECISION MODIFICATIVE N° 1

FONCTIONNEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
023	Virement à la section d'investissement	8 359.60 €	74834	Compensation Etat – TF	6 383.00 €
			73114	IFER	1 976.60 €
	Total des dépenses d'investissement	8 359.60 €		Total des recettes d'investissement	8 359.60 €

INVESTISSEMENT

DEPENSES			RECETTES		
Compte	Objet	Montant	Compte	Objet	Montant
205	Concessions et droits similaires (brevets, licences...)	10 000.00 €	021	Virement de la section de fonctionnement	8 359.60 €
			10222	FCTVA	1 640.40 €
			13241	Participation communes membres	- 8 000.00 €
			1321	Participation Etat	8 000.00 €
	Total des dépenses d'investissement	10 000.00 €		Total des recettes d'investissement	10 000.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité **APPROUVE** la décision modificative indiquée ci-dessus.

TERRAINS SITUES A PERPEZAC LE NOIR – BUDGET ANNEXE ZA TOUSVENTS

Compte tenu de la situation économique actuelle et du coût estimatif de viabilisation, le Conseil Communautaire, après délibération à l'unanimité moins un vote contre (Mme Delphine BOUDET) :

- **DECIDE** de ne pas procéder à l'achat des terrains,
- **RETIRE** la délibération n°2019.12.16 du 09 décembre 2019,
- **DEMANDE** à Madame la Présidente d'informer les propriétaires des terrains concernés,
- **DIT** que le budget annexe créé pour cette opération sera clos et dissout au 31 décembre 2021,
- **AUTORISE** Monsieur le Trésorier à procéder à l'intégration des comptes de ce budget annexe dans le budget principal si nécessaire,
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

OPERATION DE CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS A MASSERET « RESIDENCE MAS SERIN » :

ACCORD DE PRINCIPE DE GARANTIE D'EMPRUNT

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité moins 6 abstentions (M. Jean-Paul COMBY, M. Jean-Pierre DRAPPIER, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Michel FAUGERAS, Mme Delphine BOUDET)

- **AUTORISE** un accord de principe pour une garantie à hauteur de 50% pour la souscription d'un emprunt de 605 054.00 €uros pour la construction d'un ensemble de 5 logements locatifs sociaux situés à Masseret,
- **AUTORISE** en conséquence, Madame la Présidente ou son représentant à signer les documents nécessaires et à effectuer toutes les formalités à la mise en œuvre de cette décision.

CONVENTION D'ADHESION AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN

COMPTE RENDU
Séance du conseil communautaire
05 juillet 2021 – Eyburie

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche au programme *Petites villes de demain*.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer la convention d'adhésion au programme.
- **S'ENGAGE** à mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme sur son territoire.

CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT A POURVOIR DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE PROJET

(recrutement d'un agent contractuel pour mener à bien un projet ou une opération identifié an application de l'article 3 II. De la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)

Le conseil communautaire, après délibération, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création à compter du 06 septembre 2021 d'un emploi non permanent au grade de attaché territorial relevant de la catégorie A, à temps non complet, à raison de 17.50 heures hebdomadaires,
- **DIT** que cet emploi sera pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article 3 II. de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
- **DIT** que sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie A par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement. La détermination de la rémunération tiendra compte des missions et de l'expérience.
- **PECISE** que l'agent contractuel sera recruté pour une durée de 18 mois.
- **PRECISE** que le contrat sera renouvelable par reconduction expresse dans la limite de 6 ans, la durée totale des contrats de projets ne pouvant excéder 6 ans.
- **RAPPELLE** que lorsque le projet ou l'opération ne peut pas se réaliser, ou lorsque le résultat du projet ou de l'opération a été atteint avant l'échéance prévue du contrat, l'employeur peut rompre de manière anticipée le contrat après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initial (décret n°2020-172 du 27 février 2020).
Cette rupture anticipée donne alors lieu au versement d'une indemnité d'un montant égal à 10 % de la rémunération totale perçue à la date de l'interruption du contrat.
- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT - RENOUVELLEMENT URBAIN

Avenant n°1 à la convention 2019-2023

Le 12 avril 2021, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) a publié une instruction relative à l'instauration à titre expérimental (jusqu'au 31 décembre 2023) d'un régime d'aides afférent à la rénovation de façades : afin d'accompagner les collectivités engagées dans ce type de dispositif, l'ANAH peut ainsi proposer une aide pour une intervention exclusive sur les façades sans autres travaux, lorsque les logements ne nécessitent pas d'autres interventions importantes. Cette aide spécifique sera proposée aux porteurs de projets situés dans le périmètre RU instauré par la Commune, à hauteur d'un taux maximum de 25% dans la limite d'un plafond de travaux subventionnables de 5.000 € hors taxes par logement.

Aussi, la convention OPAH-RU signée le 21 février 2021 nécessite d'être modifiée par voie d'avenant afin d'intégrer ces différents changements.

Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :

- **PRECISE** que cet avenant devra être validé par la Communauté de communes mais également par les 3 communes de l'ECPI ayant un dispositif Renouvellement Urbain (OPAH-RU)
- **APPROUVE** la signature de l'avenant n°1 à la convention OPAH-RU de la communauté de communes du Pays d'Uzerche 2019-2023 ;
- **DONNE** pouvoir à Madame la Présidente pour signer cet avenant.

POINT SUR LE CRTE (échelle PETR) :

- Fiches actions et fiches projections reçues
- Signature le 12/07 à 15h00 à Masseret

Le secrétaire de séance,

Jean-Luc AIGUEPERSE

La Présidente,

Catherine CHAMBRAS